Halte aux rafles contre les migrants tunisiens

jeudi 28 avril 2011, par FTCR (Date de rédaction antérieure : 8 avril 2011).

HALTE AUX RAFLES RACISTES CIBLÉES CONTRE LES TUNISIENS

La F.T.C.R. dénonce les rafles ciblées sur des bases racistes organisées à Paris contre les jeunes immigrés tunisiens récemment arrivés, dont l'écrasante majorité dispose d'un titre de séjour valide.

Le gouvernement français persiste à utiliser la répression brutale pour répondre aux souffrances des immigrés tunisiens qui ont perdu toutes leurs ressources personnelles durant leurs voyages et doivent dormir dans des squares sans nourritures.

La F.T.C.R. demande la libération immédiate des tunisiens arrêtés et l'ouverture de négociations pour trouver des solutions adaptées à cette nouvelle situation. La F.T.C.R. et ses partenaires sont en capacité de proposer des solutions compatibles avec la volonté exprimée par certaines autorités françaises d'aider la révolution tunisienne y compris en matière d'aides aux retour pour ceux qui le souhaitent et de formation professionnelle en vue de création de projet en Tunisie. Nous avons déjà formulé une demande à l'O.F.I. qui est malheureusement resté sans réponse.

La F.T.C.R. demande l'ouverture immédiate de centres d'hébergement pour accueillir dignement cette jeunesse qui a participé à la révolution et a chassé le dictateur afin de fonder une réalité basée sur la justice, la liberté et l'égalité des droits.

La F.T.C.R. demande par ailleurs au gouvernement tunisien de :

1 - de refuser toutes mesures de refoulement collectif, et de contribuer à défendre les droits de ces jeunes migrants en possession de titre régulier.

2 - d'apporter un soutien urgent à tous les tunisiens qui se trouvent dans une situation précaire et de donner aux missions consulaires les moyens d'y faire face (Les consulats n'ont pas de budget pour faire face aux demandes des migrants).

La F.T.C.R. appelle les associations, syndicats, collectifs, organisations politiques et collectivités locales humanistes à la mobilisation générale pour apporter aide, secours et solidarités avec les jeunes migrants tunisiens.

Elle est déterminée a contribuer au renforcement et à l'approfondissement du processus démocratique en cours dans une partie importante du monde. Il ne peut être séparé de la fondation de rapports internationaux plus justes et plus équilibrés, basés sur une égalité des droits des individus et des peuples à la liberté, à une vie digne et indépendante ainsi qu'à des droits égaux à la mobilité.

Pour la F.T.C.R.
le président Tarek BEN HIBA

COMMUNIQUE DE LA F.T.C.R.

AGRESSION RACISTE

15 avril 2011

La F.T.C. dénonce l'agression raciste dont a été victime un groupe de jeunes tunisiens à Vintimille hier en fin d'après midi.

Alors qu'ils rentraient au centre d'Hébergement de la croix rouge quelqu'un a tiré d'une fenêtre de maison italienne, à balle réelle. Il a blessé un jeune et une deuxième balle a touché un autre sans le blesser. Le jeune a été transporté à l' Hôpital .

La police a refusé d'identifier l'origine des tirs, ce qui a crée une situation de colère et une tentative d'incendie du centre.

La police est intervenu en nombre dans la soirée

Le consul de Tunisie à Gènes et à Nice a été avisé par nos soins de cet incident
Le consul de Gènes nous a fait qu'il a contacté les autorités et le préfet de Vintimille qui l'a assuré du retour au calme.

La F.T.C.R. dénonce cet acte raciste et demande aux autorités italiennes de protéger les migrants.

La La F.T.C.R. compte déposer plainte contre X, et appelé les autorités consulaires à suivre cette affaire.

POUR LA PROTECTION DU DROIT DES MIGRANTS A LA VIE DIGNE

Pour la La F.T.C.R.
Le président
Tarek BEN HIBA

COMMUNIQUÉ DE LA FÉDÉRATION DES TUNISIENS POUR UNE CITOYENNETÉ DES DEUX RIVES (F.T.C.R.)

ACCORD TUNISO–ITALIEN SUR LES HARRAGAS

APRÈS LA JOIE DE COURTE DURÉE, RETOUR DES PRATIQUES NON LÉGALES

DÉLÉGATION DE LA F.T.C.R. A VINTIMILLE

Tunis le 8 avril 2011

Après s'être réjouie comme la majorité des tunisiens, de l'octroi de visas humanitaires de court séjour aux harragas tunisiens arrivés sur

l'île de Lumpadusa la F.T.C.R. exprime son inquiétude de voir les anciennes pratiques non conformes aux droits et conventions en matière de droits des migrants de retour.

La F.T.C.R. a manifesté sa satisfaction de l'attitude nouvelle du gouvernement issu de la révolution tunisienne qui a rejeté les menaces du gouvernement italien de Berlusconi de refouler des milliers de migrants tunisiens par bateaux militaires.

Cependant nous venons de prendre connaissance de la contrepartie des 20 000 visas temporaires octroyés par le gouvernement italien qui semblent être acceptée par les autorités tunisiennes selon des dépêches de presse : le rapatriement forcé par petits contingents à l'abri des médias et en présence des autorités consulaires tunisiennes.

Dans le cas où ces mesures de rapatriements collectifs forcés s'avèrent vérifiées, la F.T.C.R. exprime ses vives protestations et rappelle que tout accord bilatéral doit être conforme au droit et au cas particulier toutes mesures d'éloignements forcés sont illégales du point de vue du droit international. Il est grand temps de mettre fin aux accords inégaux et non-conformes au droit en matière d'immigration.

En outre la F.T.C.R. informe l'opinion publique des mesquineries des autorités italiennes quant à l'application de leur propre demande. Celle-ci concerne les migrants arrivés à Lumpadusa avant mardi dernier minuit. Or les 40 tunisiens embarqués sur un avion hier soir à l'aéroport de Lumpadusa à destination de Tunis avaient foulé la sol de l'île italienne à 0 h 25 (nous en avons la preuve) donc ils étaient bien dans les eaux territoriales italiennes avant minuit.

La F.T.C.R. réitère de voir les principes démocratiques et du respect des intérêts du peuple tunisien apportés par la révolution tunisienne s'appliquer enfin au ministère tunisien des affaires étrangères. Elle demande la création d'un nouveau ministère de l'immigration chargé de gérer les intérêts des migrants tunisiens dont le nombre dépasse les dix pour cent.

La F.T.C.R. s'engage à continuer son combat entamé depuis 38 ans en faveur des droits des migrants tunisiens et annonce l'envoi d'une délégation dimanche 9 avril 2009 à Vintimille conduite par le camarade membre de son bureau fédéral Mouhieddine CHERBIB.

Pour la FTCR, le président
Tarek BEN HIBA

FRANCE : RECONDUCTION SAUVAGE

LA POLICE RÉQUISITIONNE SANS ORDRE UN TRAIN POUR RECONDUIRE 39 MIGRANTS VERS L'ITALIE

16 mars 2011

La FTCR a appris que des policiers français auraient réquisitionné sans aucun droit une rame de train ce matin, pour reconduire en Italie des migrants dont des tunisiens sans même avertir la police italienne.

C'est ce que suspectent des cheminots CGT qui ont empêché les agents de mener jusqu'au bout l'opération. Les forces de l'ordre voulaient descendre avant la frontière, et laisser le conducteur et la contrôleuse se débrouiller ensuite pour relâcher les 39 passagers sans titre de séjour et de transport.

Le ministère de l'intérieur ne respecte même plus les règles en matière de règles de séjour et de réquisition. Il se considère au dessus des lois et s'affranchit du dispositif de Schengen qui prévoit que la responsabilité de l'accueil des étrangers incombe au premier pays traversé en arrivant en Europe.

« Notre collectivité, dit Gérard Piel, président du Front de gauche au conseil régional PACA, qui finance les TER, n'a jamais donné son accord pour que ses trains soient transformés en charter. Il faut avoir peu de mémoire d'ailleurs pour utiliser des trains ainsi. » L'élu a écrit au préfet des Alpes-Maritime pour lui poser un certain nombre de question, savoir dans quel cadre agissaient les policiers, si leurs collègues italiens étaient prévenus, etc. « Ces gens sont-ils passés dans un centre de rétention, devant un tribunal administratif », questionne-t-il.

La FTCR demande à M Claude Guéant, nouveau ministre de l'Intérieur et de l'Immigration, de respecter le droit y compris les droits des migrants.

La FTCR rappelle qu'en cette période de bouleversement exceptionnelle que vit la méditerranée il faut être à a hauteur des nouveaux enjeux civilisationnels et changer de politique anti – immigrés tout azimut.

La FTCR demande un moratoire sur les reconduites à la frontière des migrants venant des zones du sud de la méditerranée qui connaissent des révolutions démocratiques. Il faut être conséquent et donner une chance aux retours de la démocratie et de la liberté pour aider à régler la question des migrants.

Pour la FTCR, le président

Tarek HIBA
16 mars 2011